

# RENCONTRES POUR LA PAIX



Bulletin interne de liaison des « Rencontres pour la Paix »

Éditeur responsable : Jean Verstappen – 010 84 21 13

Siège : Rue d'Incourt, 3 – 1370 Dongelberg

## **Édito :**

Je ne tiens pas à hurler avec les loups

## **Actualité :**

À qui profite le crime ?

Libye : révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?

## **Afrique centrale :**

L'impérialisme politique et le colonialisme économique  
existent encore

APRÈS LA TUNISIE ET L'ÉGYPTE, LE RWANDA ?

Le point sur la « démocratisation » du régime rwandais

Kagame cherche des complices en France

Annulation de la visite de Paul Kagame à Paris

Lettre des détenus d'Arusha aux autorités de l'ONU

Rwanda : Le Dr Sezibera a-t-il percé un secret d'Etat ?

LE VOYAGE DE LA HONTE

L'holocauste oublié et l'insouciance du Congolais !

La politique de l'usure s'incruste à l'Est

**DÉSARMEMENT  
SOLIDARITÉ  
COOPÉRATION**

## Je ne tiens pas à hurler avec les loups

Je ne tiens pas à hurler avec les loups. Je ne crois pas qu'il y ait les bons et les méchants, il y a tant de nuances entre les 2. Après réflexions, après avoir atteint une certaine maturité, un certain âge, on constate que pas mal de nos certitudes passées sont remises en cause.

Croire que Kadhafi, ou le Hamas ont tout faux et que Bush ou Netannyahou sont des saints serait une terrible méprise. Lesquels ont fait le plus de victimes ?

Oui, Kadhafi a un ego surdimensionné, oui, il faut l'empêcher de nuire son peuple. Cependant, n'oublions pas qu'il a toujours soutenu l'état laïc, la Palestine et l'Union africaine, qu'il y a quelques mois, il était déclaré à nouveau fréquentable (pour son pétrole sans doute).

Je constate que d'autres, notamment le président du Rwanda, Kagamé, maltraite son peuple, qu'un rapport de l'ONU le condamne pour sa responsabilité dans de nombreux crimes de guerre commis dans toute la région des Grands Lacs, qu'il serait impliqué dans l'assassinat des présidents du Rwanda et du Burundi.

Au Barheim, des hélicoptères ont tiré mais pourquoi ne réclame-t-on pas la peau de son chef ? L'Arabie Saoudite, le Qatar qui signent pour l'intervention feraient-ils mieux envers leur peuple ? N'est-ce pas louche que la France soit à la pointe du combat si ce n'est pour reblanchir leur blason, alors qu'elle a failli envoyer sa police contre le peuple tunisien. Quelle hypocrisie !

En Égypte, en Tunisie, au Yémen, au Barheim, le peuple s'est battu les mains nues. Ce n'est pas le cas en Libye, pourquoi ? Je me demande surtout à la suite de la lecture de « Carnages » de Pierre Péan, quelles sont les forces occultes qui agissent en coulisse. Car selon mes informations, si Kadhafi est loin d'être un saint, il faisait mieux que beaucoup d'autres dirigeants du monde, son peuple ne vivait pas dans la pauvreté, qu'il y faisait mieux vivre que dans beaucoup d'autres parties du monde même si c'était loin d'être parfait.

Celles et ceux qui veulent l'intervention militaire en Libye, sont-ils aussi prêts à une intervention contre

les exactions d'Israël, de la Chine, de l'Iran, de l'Arabie Saoudite...

Je ne veux pas défendre les abus d'autorité de Kadhafi, mais je crois que le Vietnam, la Somalie, l'Afghanistan nous montrent que la guerre ne résout rien si ce n'est d'entraîner la population dans des désastres plus grands encore. La guerre, c'est l'horreur. Massacres, viols sont légions du côté des uns comme des autres. Analyser qui en fait le plus ne change rien au fait que les victimes sont innocentes, que c'est la population civile qui trinque. Ce sont également des morts chez nous et finalement la haine de ces populations à notre égard, à nous qui venions pour « les aider » !

Il faut que nous arrêtons de nous faire avoir par ces grandes multinationales et les gouvernements qui les soutiennent et qui ont tout intérêt à nous culpabiliser et nous soulever contre les lacunes graves dans certaines régions stratégiques. À la suite du chaos, ils peuvent alors agir à leur guise avec des dirigeants fantoches, à leur solde. C'est ainsi que Mobutu comme Kadhafi et bien d'autres sont tour à tour soutenus puis lâchés lorsque cela devient intenable ou que l'on trouve mieux encore pour défendre ses biens privés prédateurs, plutôt que l'intérêt public ou de l'État.

Je partage au contraire les revendications de la plate-forme du CNAFD pour la manifestation de ce 20 mars, à savoir :

- Être solidaire avec les soulèvements pour la liberté, les droits démocratiques et le progrès social en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ;
- Condamner le soutien politique, économique et militaire de l'Occident aux régimes dictatoriaux ;
- Appeler l'Union européenne et ses États-Membres à soutenir un développement économique et social juste ;
- Réclamer le respect de la souveraineté des pays et des peuples en question.

René-Paul Malevé,  
ancien secrétaire régional CNE

## À qui profite le crime ?

Depuis le début de l'année, des événements inattendus et surprenants interviennent en Afrique du Nord et au Proche Orient. Ceux-ci sont difficiles à interpréter correctement dans leur ensemble. Ils présentent tous des caractéristiques différentes.

Mais pour tenter de comprendre l'évolution en cours, il est nécessaire d'analyser deux contradictions fondamentales de notre actuel système socio-économique mondialisé.

La première, c'est l'inévitable compétition que nous vivons dans un monde aux ressources limitées dont certaines en voie de disparition. Et en outre, les besoins en ressources de l'économie mondiale ne cessent de croître. L'actuel système économique et financier ne peut subsister que grâce à une croissance continue.

D'où une lutte sans merci pour le contrôle et l'exploitation de ces ressources partout dans le monde avec toutes les conséquences aventuristes, spéculatives et guerrières qu'ils entraînent. De toute évidence, une telle évolution est suicidaire.

La seconde contradiction est économique-politique. Deux types de gouvernance s'opposent. D'une part des pays émergents à forte croissance dont les orientations socio-économiques sont politiquement orientées par le pouvoir public.

D'autre part les pays dont l'ensemble des pratiques socio-économiques est dicté par les groupes financiers et les complexes militaro-industriels. Ceux-ci imposent une politique ultralibérale en vue d'un profit maximum au détriment de l'intérêt général de la population et de l'État. Une telle orientation socio-économique conduit inévitablement à une crise généralisée. Il en résulte un cercle vicieux où une faible croissance économique et un endettement croissant provoquent des politiques d'austérité qui mènent à des conflits sociaux et à des crises politiques déstabilisatrices.

Ces deux contradictions fondamentales provoquent dans notre monde actuel une concurrence entre deux types de gouvernance. Cette concurrence tourne à une confrontation qui se militarise de plus en plus. Dans ce monde dont la croissance devient ingérable, les groupes financiers veulent consolider leurs hauts profits, continuer à faire de l'argent avec de l'argent en spéculant systématiquement dans tous les domaines.

Il en résulte une explosion de l'endettement de ces pays, la disparition de l'économie réelle et des

services publics, ainsi que des acquis sociaux. La privatisation généralisée est un objectif essentiel de l'ultralibéralisme.

Dans cette partie du monde où cet ultralibéralisme règne en maître, les dirigeants s'engagent dans une fuite en avant, recherchent des politiques militaristes. Ils recherchent par tous les moyens d'élargir leur « démocratie » ultralibéraliste dans le monde.

Ces deux contradictions fondamentales dans les pays où fleurit l'ultralibéralisme obligent des stratégies politiques militarisées multiformes basées sur une idéologie de fausse démocratie et une théorie des droits de l'homme dans un sens unique. Pour l'Occident, il y a de bonnes et de mauvaises dictatures. Les bonnes sont celles où existe une bonne gouvernance ultralibérale, comme au Rwanda. Les mauvaises sont les pays qui cherchent à développer des politiques en faveur de l'intérêt général des populations contre les intérêts privés prédateurs.

Cette stratégie politico-militariste s'applique plus spécialement dans deux régions du monde. L'une se dessine du Pakistan à l'Afrique centrale en passant par l'Afghanistan, l'Irak, les Émirats du Golfe, le Yémen, le Soudan, l'Ouganda et toute l'Afrique de l'Est.

L'Afrique du Nord la complète ainsi que la zone stratégique de la Méditerranée à l'Océan indien. Elle englobe toutes les ressources naturelles du Proche et Moyen Orient et de l'Afrique qui se retrouvent ainsi sous la gouvernance des pays de l'ultralibéralisme dominant.

L'autre région s'allonge dans le Pacifique, de la Corée à l'Asie du SE. Dans cette zone, les USA et leurs alliés cherchent à établir une alliance militaire pour contenir un développement trop rapide et trop large de la Chine.

### Le contrôle de l'Afrique du Nord

Avec l'arrivée de Bush Jr à la présidence des USA, ce contrôle a toujours été une des priorités stratégiques de la politique internationale US. À deux reprises, il a tenté de prendre le contrôle de la Ligue arabe via les Émirats pétroliers. Mais certains pays arabes, dont la Libye, étaient hostiles à ce projet.

Par après il a lancé l'idée de « démocratiser un grand Moyen Orient » allant du Maroc à l'Afghanistan. Ce ne pouvait être que l'échec.

Le président Sarkozy, dès le début de sa présidence

## Libye :

en 1987, constituait l'Union pour la Méditerranée dans le cadre du processus de Barcelone. Elle devait réunir tous les pays riverains de la Méditerranée et être officiellement mise en place dès 2008. L'objectif était d'intégrer Israël dans une organisation économique et politique avec les pays arabes. Certains de ceux-ci, dont la Libye, y étaient opposés et cette Union pour la Méditerranée n'a jamais fonctionné. La Libye, trop pro-palestinienne, était un obstacle aux projets américano-sionistes soutenus par Sarkozy.

Fin 2009, l'Africom, avec toutes ses composantes, a tenté de réaliser un regroupement intitulé *The Trans-Sahara Counterterrorism Partnership* avec les pays suivants : l'Algérie, le Maroc, le Tunisie, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Sénégal. Une fois de plus, la Libye a refusé d'en faire partie.

L'offensive militaire contre la Libye n'a d'autre but que celui de contrôler totalement cette région.

Voilà ce qui explique le brusque changement d'attitude vis-à-vis du « tyran » Kadhafi. Récemment encore, il était reçu majestueusement et choyé par les présidents Sarkozy et Berlusconi. Mais en politique internationale, il y a toujours deux poids, deux mesures. Il existe des tyrans bien pires que lui avec lesquels l'Occident continue de collaborer. Citons simplement le président rwandais Kagame, présumé criminel de guerre par deux actes de justice internationale, l'un français, l'autre espagnol. Mais qui fait aussi l'objet d'un rapport à l'ONU concernant des crimes de guerre commis en RD Congo entre 1996 et 2001 ayant fait plusieurs millions de victimes congolaises.

Mais citons surtout Israël qui, ignorant superbement la cinquantaine de résolutions de l'Onu le condamnant, occupe militairement les territoires palestiniens y implantant illégalement des colonies et impose un blocus quasi génocidaire à Gaza. Et actuellement, profitant du chaos dans la région, le gouvernement israélien annonce la construction de 400 à 500 nouvelles colonies dans les territoires palestiniens occupés.

Encore et toujours des droits de l'homme à géométrie variable et des stratégies sélectives selon les intérêts des économies ultralibérales.

Jean Verstappen

*Depuis trois semaines, des affrontements opposent les troupes fidèles au colonel Kadhafi à des forces d'opposition issues de l'est du pays. Après Ben Ali et Moubarak, Kadhafi sera-t-il le prochain dictateur à tomber? Ce qui se passe en Libye est-il semblable aux révoltes populaires en Tunisie et en Egypte? Comment comprendre les frasques et les retournements de veste du colonel? Pourquoi l'Otan se prépare-t-elle à la guerre? Comment expliquer la différence entre un bon Arabe et un mauvais Arabe? Dans ce nouveau chapitre de notre série Comprendre le monde musulman, Mohamed Hassan répond aux questions d'Investig'Action...*

Interview : Grégoire Laliou & Michel Collon

7 mars 2011

### **Après la Tunisie et l'Egypte, la révolution arabe aurait-elle gagné la Libye?**

Ce qui se passe actuellement en Libye est différent. En Tunisie et en Egypte, le manque de libertés était flagrant. Mais ce sont les conditions sociales déplorables qui ont véritablement poussé les jeunes à la révolte. Tunisiens et Egyptiens n'avaient aucune possibilité d'entrevoir un avenir.

En Libye, le régime de Mouammar Kadhafi est corrompu, monopolise une grande partie des richesses et a toujours réprimé sévèrement toute contestation. Mais les conditions sociales des Libyens sont meilleures que dans les pays voisins. L'espérance de vie en Libye est plus importante que dans le reste de l'Afrique. Les systèmes de santé et d'éducation sont convenables. La Libye est d'ailleurs l'un des premiers pays africains à avoir éradiqué la malaria. Même s'il y a de fortes inégalités dans la répartition des richesses, le PIB par habitant est d'environ 11 000 dollars. Un des plus élevés du monde arabe. Vous ne retrouvez donc pas en Libye les mêmes conditions objectives qui ont conduit aux révoltes populaires en Tunisie et en Egypte.

### **Comment expliquez-vous alors ce qui se passe en Libye?**

Pour bien comprendre les événements actuels, nous devons les replacer dans leur contexte historique. La Libye était autrefois une province ottomane. En 1830, la France s'empara de l'Algérie. Par ailleurs, le gouverneur égyptien Mohamed Ali, sous tutelle de l'Empire ottoman, menait une politique de plus en

## révolte populaire, guerre civile ou agression militaire ?

plus indépendante. Avec, d'une part, les Français en Algérie et, d'autre part, Mohamed Ali en Egypte, les Ottomans craignaient de perdre le contrôle de la région : ils envoyèrent leurs troupes en Libye.

A cette époque, la confrérie des Senoussis exerçait une influence très forte dans le pays. Elle avait été fondée par Sayid Mohammed Ibn Ali as Senoussi, un Algérien qui, après avoir étudié dans son pays et au Maroc, alla prêcher sa vision de l'islam en Tunisie et en Libye. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Senoussi commençait à faire de nombreux adeptes, mais n'était pas bien perçu par certaines autorités religieuses ottomanes qu'il critiquait dans ses prêches. Après un passage en Egypte et à la Mecque, Senoussi décida de s'exiler définitivement en Cyrénaïque, dans l'est de la Libye.

Sa confrérie s'y développa et organisa la vie dans la région, y percevant des taxes, résolvant les conflits entre les tribus, etc. Elle possédait même sa propre armée et proposait ses services pour escorter les caravanes de commerçants passant par là. Finalement, cette confrérie des Senoussis devint le gouvernement de fait de la Cyrénaïque, étendant même son influence jusque dans le nord du Tchad. Mais ensuite, les puissances coloniales européennes s'implantèrent en Afrique, divisant la partie sub-saharienne du continent. Cela eut un impact négatif pour les Senoussis. L'invasion de la Libye par l'Italie entama aussi sérieusement l'hégémonie de la confrérie dans la région.

### **En 2008, l'Italie a versé des compensations à la Libye pour les crimes coloniaux. La colonisation avait été à ce point terrible ? Ou bien Berlusconi voulait se faire bien voir pour conclure des accords commerciaux avec Kadhafi ?**

La colonisation de la Libye fut atroce. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, un groupe fasciste commença à diffuser une propagande prétendant que l'Italie, vaincue par l'armée éthiopienne à la bataille d'Adoua en 1896, devait rétablir la primauté de l'homme blanc sur le continent noir. Il fallait laver la grande nation civilisée de l'affront infligé par les barbares. Cette propagande affirmait que la Libye était un pays sauvage, habité par quelques nomades arriérés et qu'il conviendrait aux Italiens de s'installer dans cette région agréable, avec son paysage de carte postale.

L'invasion de la Libye déboucha sur la guerre italo-turque de 1911, un conflit particulièrement sanglant qui se solda par la victoire de l'Italie un an plus tard. Cependant, la puissance européenne ne contrôlait que la région de la Tripolitaine et devait faire face à une résistance tenace dans le reste du pays, particulièrement dans la Cyrénaïque. Le clan des Senoussis y appuyait Omar Al-Mokhtar qui dirigea une lutte de guérilla remarquable dans les montagnes. Il infligea de sérieux dégâts à l'armée italienne pourtant mieux équipée et supérieure en nombre.

Finalement, au début des années trente, l'Italie de Mussolini prit des mesures radicales pour éliminer la résistance. La répression devint extrêmement féroce et l'un de ses principaux bouchers, le général Rodolfo Graziani écrivit : « *Les soldats italiens étaient convaincus qu'ils étaient investis d'une mission noble et civilisatrice. (...) Ils se devaient de remplir ce devoir humain quel qu'en fût le prix. (...) Si les Libyens ne se convainquent pas du bien-fondé de ce qui leur est proposé, alors les Italiens devront mener une lutte continue contre eux et pourront détruire tout le peuple libyen pour parvenir à la paix, la paix des cimetières...* ».

En 2008, Silvio Berlusconi a payé des compensations à la Libye pour ces crimes coloniaux. C'était bien sûr une démarche intéressée : Berlusconi voulait bien se faire voir de Kadhafi pour conclure des partenariats économiques. Néanmoins, on peut dire que le peuple libyen a terriblement souffert du colonialisme. Et parler de génocide ne serait pas exagéré.

### **Comment la Libye gagna-t-elle son indépendance ?**

Pendant que les colons italiens réprimaient la résistance en Cyrénaïque, le chef des Senoussis, Idriss, s'exila en Egypte pour négocier avec les Britanniques. Après la Seconde Guerre mondiale, l'empire colonial européen fut progressivement démantelé et la Libye devint indépendante en 1951. Appuyé par la Grande-Bretagne, Idriss prit le pouvoir. Pourtant, une partie de la bourgeoisie libyenne, influencée par le nationalisme arabe qui se développait au Caire, souhaitait que la Libye soit rattachée à l'Egypte. Mais les puissances impérialistes ne voulaient pas voir se développer une grande nation arabe. Elles appuyèrent donc l'indépendance de la Libye en y plaçant leur marionnette, Idriss.

### **Le roi Idriss répondit-il aux attentes ?**

Tout à fait. A l'indépendance, les trois régions qui constituent la Libye - la Tripolitaine, le Fezzan et la Cyrénaïque - se sont retrouvées unifiées dans un système fédéral. Mais il faut savoir que le territoire libyen est trois fois plus grand que la France. A cause du manque d'infrastructures, les limites de ce territoire n'ont pu être clairement définies qu'après l'invention de l'avion. Et en 1951, le pays ne comptait qu'un million d'habitants. De plus, les trois régions nouvellement unifiées avaient une culture et une histoire très différentes. Enfin, le pays manquait de routes permettant aux régions de communiquer. En fait, la Libye était à un stade très arriéré, ce n'était pas une véritable nation.

### **Pouvez-vous préciser ce concept ?**

L'Etat-nation est un concept lié à l'apparition de la bourgeoisie et du capitalisme. En Europe, durant le moyen-âge, la bourgeoisie capitaliste souhaitait développer son commerce sur une échelle aussi large que possible, mais était freinée par toutes les contraintes du système féodal. Les territoires étaient morcelés en de nombreuses petites entités, ce qui imposait aux commerçants de payer un grand nombre de taxes pour livrer une marchandise d'un endroit à un autre. Sans compter les divers privilèges dont il fallait s'acquitter auprès des seigneurs féodaux. Toutes ces entraves ont été supprimées par les révolutions bourgeoises capitalistes qui ont permis la création d'Etats-nations avec de grands marchés nationaux sans entraves.

Mais la nation libyenne a été créée alors qu'elle était encore à un stade précapitaliste. Elle manquait d'infrastructures, une grande partie de la population était nomade et impossible à contrôler, les divisions étaient très fortes au sein de la société, l'esclavage était encore pratiqué... De plus, le roi Idriss n'avait aucun projet pour développer le pays. Il était totalement dépendant des aides US et britanniques.

### **Pourquoi la Grande-Bretagne et les Etats-Unis le soutenaient-ils ? Le pétrole ?**

En 1951, le pétrole libyen n'avait pas encore été découvert. Mais les Anglo-Saxons avaient des bases militaires dans ce pays qui occupe une position stratégique pour le contrôle de la mer Rouge et de la Méditerranée.

Ce n'est qu'en 1954 qu'un riche Texan, Nelson Bun-

ker Hunt, découvrit le pétrole libyen. A l'époque, le pétrole arabe se vendait aux alentours de 90 cents le baril. Mais le pétrole libyen était acheté à 30 cents le baril tellement ce pays était arriéré. C'était peut-être le plus misérable d'Afrique.

### **De l'argent rentrait pourtant grâce au pétrole. A quoi servait-il ?**

Le roi Idriss et son clan, les Senoussis, s'enrichissaient personnellement. Ils redistribuaient également une partie des revenus pétroliers aux chefs des autres tribus pour apaiser les tensions. Une petite élite s'est développée grâce au commerce du pétrole et quelques infrastructures ont été construites, principalement sur la côte méditerranéenne, la partie la plus intéressante pour commercer avec l'extérieur. Mais les zones rurales dans le cœur du pays restaient extrêmement pauvres et des tas de miséreux s'amassaient dans des bidonvilles autour des cités. Cela a continué jusqu'en 1969, quand trois officiers ont renversé le roi. Parmi eux, Kadhafi.

### **Comment se fait-il que la révolution soit venue d'officiers de l'armée ?**

Dans un pays profondément marqué par les divisions tribales, l'armée était en fait la seule institution nationale. La Libye n'existait pas en tant que telle sauf à travers cette armée. A côté de ça, les Senoussis du roi Idriss possédaient leur propre milice. Mais dans l'armée nationale, les jeunes Libyens issus des différentes régions et tribus pouvaient se retrouver.

Kadhafi a d'abord évolué au sein d'un groupe nasseriste, mais lorsqu'il a compris que cette formation ne serait pas capable de renverser la monarchie, il s'est engagé dans l'armée. Les trois officiers qui ont destitué le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. Gamal Abdel Nasser était lui-même un officier de l'armée égyptienne qui renversa le roi Farouk. Inspiré par le socialisme, Nasser s'opposait à l'ingérence des puissances néocoloniales et prônait l'unité du monde arabe. Il nationalisa d'ailleurs le canal de Suez, jusque là géré par la France et la Grande-Bretagne, s'attirant les foudres et les bombardements de l'Occident en 1956.

Le panarabisme révolutionnaire de Nasser avait eu un effet important en Libye, notamment dans l'armée et sur Kadhafi. Les officiers libyens auteurs du coup d'Etat de 1969 suivirent le même agenda que Nasser.

### **Quels furent les effets de la révolution en Libye ?**

Kadhafi avait deux options. Soit laisser le pétrole libyen aux mains des compagnies occidentales comme l'avait fait le roi Idriss. La Libye serait alors devenue comme ces monarchies pétrolières du Golfe où l'esclavage est encore pratiqué, où les femmes n'ont aucun droit et où des architectes européens peuvent s'éclater à construire des tours farfelues avec des budgets astronomiques qui proviennent en fait des richesses des peuples arabes. Soit suivre une voie indépendante des puissances néocoloniales. Kadhafi a choisi cette deuxième option, il a nationalisé le pétrole libyen, provoquant la colère des impérialistes.

Dans les années 50, une blague circulait à la Maison Blanche, au sein de l'administration Eisenhower qui se développa ensuite en véritable théorie politique sous Reagan. Comment distinguer les bons des mauvais Arabes ? Un bon Arabe fait ce que les Etats-Unis lui disent. En échange, il reçoit des avions, est autorisé à déposer son argent en Suisse, est invité à Washington, etc. Eisenhower et Reagan nommaient ces bons Arabes : les rois d'Arabie Saoudite et de Jordanie, les cheikhs et émirs du Koweït et du Golfe, le Shah d'Iran, le roi du Maroc et bien-sûr, le roi Idriss de Libye. Les mauvais Arabes ? Ceux qui n'obéissaient pas à Washington : Nasser, Kadhafi, Saddam plus tard...

### **Tout de même, Kadhafi n'est pas très...**

Kadhafi n'est pas un mauvais Arabe parce qu'il fait tirer sur la foule. On fait la même chose en Arabie Saoudite ou au Bahreïn et les dirigeants de ces pays reçoivent tous les honneurs de l'Occident. Kadhafi est un mauvais Arabe parce qu'il a nationalisé le pétrole libyen que les compagnies occidentales considéraient - jusqu'à la révolution de 69 - comme leur appartenant. Ce faisant, Kadhafi a apporté des changements positifs en Libye, au niveau des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de la condition des femmes, etc.

**Bon, Kadhafi renverse la monarchie, nationalise le pétrole, s'oppose aux puissances impériales et apporte des changements positifs en Libye. Pourtant, quarante ans plus tard, c'est un dictateur corrompu, qui réprime l'opposition et qui ouvre à nouveau les portes du pays aux compagnies occidentales. Comment expliquer ce changement ?**

Dès le départ, Kadhafi s'est opposé aux grandes puissances coloniales et a généreusement soutenu divers mouvements de libération dans le monde. Je trouve qu'il a été très bien pour ça. Mais pour être complet, il faut aussi préciser que le colonel était anticommuniste. En 1971 par exemple, il fit dérouter vers le Soudan un avion transportant des dissidents communistes soudanais qui furent aussitôt exécutés par le président Nimeyri.

En fait, Kadhafi n'a jamais été un grand visionnaire. Sa révolution était une révolution de nationaliste bourgeois et il a instauré en Libye un capitalisme d'Etat. Pour comprendre comment son régime est parti à la dérive, nous devons analyser le contexte qui n'a pas joué en sa faveur, mais aussi les erreurs personnelles du colonel.

Tout d'abord, nous avons vu que Kadhafi était parti de rien en Libye. Le pays était très arriéré. Il n'y avait donc pas de gens éduqués ou une forte classe ouvrière pour appuyer la révolution. La plupart des personnes ayant reçu une éducation faisaient partie de l'élite qui bradait les richesses libyennes aux puissances néocoloniales. Evidemment, ces gens n'allaient pas soutenir la révolution et la plupart d'entre eux quittèrent le pays pour organiser l'opposition à l'étranger.

De plus, les officiers libyens qui ont renversé le roi Idriss étaient très influencés par Nasser. L'Egypte et la Libye prévoyait d'ailleurs de nouer un partenariat stratégique. Mais la mort de Nasser en 1970 fit tomber le projet à l'eau et l'Egypte devint un pays contre-révolutionnaire, aligné sur l'Ouest. Le nouveau président égyptien, Anouar al-Sadate, se rapprocha des Etats-Unis, libéralisa progressivement l'économie et s'allia avec Israël. Un bref conflit éclata même avec la Libye en 1977. Imaginez la situation dans laquelle se trouvait Kadhafi : le pays qui l'avait inspiré et avec lequel il devait conclure une alliance capitale devenait soudainement son ennemi !

Un autre élément contextuel a joué en défaveur de la révolution libyenne : la baisse importante du cours du pétrole dans les années 80. En 1973, dans le cadre de la guerre israélo-arabe, les pays producteurs de pétrole décidèrent d'un embargo, faisant grimper en flèche le prix du baril. Cet embargo provoqua le premier grand transfert de richesses du Nord vers le Sud. Mais dans les années 80, eut lieu ce qu'on pourrait appeler une contre-révolution pétrolière orches-

trée par Reagan et les Saoudiens. L'Arabie Saoudite augmenta considérablement sa production de pétrole et inonda le marché, provoquant une chute radicale des prix. Le baril passa de 35 dollars le baril à 8 dollars.

### **L'Arabie Saoudite ne se tirait-elle pas une balle dans le pied ?**

Cela eut en effet un impact négatif sur l'économie saoudienne. Mais le pétrole n'est pas le plus important pour l'Arabie Saoudite. Sa relation avec les Etats-Unis prime avant tout, car c'est le soutien de Washington qui permet à la dynastie saoudienne de se maintenir au pouvoir.

Ce raz-de-marée pétrolier eut des conséquences catastrophiques pour de nombreux pays producteurs de pétrole qui s'endettèrent. Et tout cela se produisit dix années seulement après la montée au pouvoir de Kadhafi. Le dirigeant libyen, parti de rien, voyait en plus les seuls moyens dont il disposait pour construire quelque chose, fondre comme neige au soleil avec la chute des cours du pétrole.

Notez également que cette contre-révolution pétrolière accéléra la chute de l'URSS, alors empêtrée en Afghanistan. Avec la disparition du bloc soviétique, la Libye perdait son principal soutien politique et se retrouva très isolée sur la scène internationale. Isolément d'autant plus grand que l'administration Reagan avait placé la Libye sur la liste des Etats-terroristes et imposé toute une série de sanctions.

### **Qu'en est-il des erreurs commises par Kadhafi ?**

Comme je l'ai dit, ce n'était pas un grand visionnaire. La théorie développée autour de son livre vert est un mélange d'anti-impérialisme, d'islamisme, de nationalisme, de capitalisme d'Etat et d'autres choses encore. Outre son manque de vision politique, Kadhafi a d'abord commis une grave erreur en attaquant le Tchad dans les années 70. Le Tchad est le cinquième plus grand pays d'Afrique et le colonel, considérant sans doute que la Libye était trop petite pour ses ambitions mégalomaniaques, a annexé la bande d'Aozou. Il est vrai qu'historiquement, la confrérie des Senoussis exerçait son influence jusque dans cette région. Et en 1935, le ministre français des Affaires étrangères, Pierre Laval, voulut acheter Mussolini en lui proposant la bande d'Aozou. Mais finalement, Mussolini se rapprocha d'Hitler et l'accord resta lettre morte.

Kadhafi a néanmoins voulu annexer ce territoire et s'est livré à une lutte d'influence avec Paris dans cette ancienne colonie française. Finalement, les Etats-Unis, la France, l'Egypte, le Soudan et d'autres forces réactionnaires de la région, ont soutenu l'armée tchadienne qui mit en déroute les troupes libyennes. Des milliers de soldats et d'importantes quantités d'armes furent capturés. Le président du Tchad, Hissène Habré, vendit ces soldats à l'administration Reagan. Et la CIA les utilisa comme mercenaires au Kenya et en Amérique latine.

Mais la plus grande erreur de la révolution libyenne est d'avoir tout misé sur les ressources pétrolières. En effet, les ressources humaines sont la plus grande richesse d'un pays. Vous ne pouvez pas réussir une révolution si vous ne développez pas l'harmonie nationale, la justice sociale et une juste répartition des richesses.

Or, le colonel n'a jamais supprimé les discriminations ancestrales en Libye. Comment mobiliser la population si vous ne montrez pas aux Libyens que, quelque soit leur appartenance ethnique ou tribale, tous sont égaux et peuvent œuvrer ensemble pour le bien de la nation ? La majorité de la population libyenne est arabe, parle la même langue et partage la même religion. La diversité ethnique n'est pas très importante. Il était possible d'abolir les discriminations pour mobiliser la population.

Kadhafi a également été incapable d'éduquer le peuple libyen sur les enjeux de la révolution. Il n'a pas élevé le niveau de conscience politique de ses citoyens et n'a pas développé de parti pour appuyer la révolution.

### **Pourtant, dans la foulée de son livre vert de 1975, il instaure des comités populaires, sorte de démocratie directe.**

Cette tentative de démocratie directe était influencée par des concepts marxistes-léninistes. Mais ces comités populaires en Libye ne s'appuyaient sur aucune analyse politique, aucune idéologie claire. Ce fut un échec. Kadhafi n'a pas non plus développé de parti politique pour appuyer sa révolution. Finalement, il s'est coupé du peuple. La révolution libyenne est devenue le projet d'une seule personne. Tout tournait autour de ce leader charismatique déconnecté de la réalité. Et lorsque le fossé se creuse entre un dirigeant et son peuple, la sécurité et la répression viennent combler le vide. Les excès se sont multipliés, la

corruption s'est développée de manière importante et les divisions tribales se sont cristallisées.

Aujourd'hui, ces divisions resurgissent dans la crise libyenne. Il y a bien sûr une partie de la jeunesse en Libye qui est fatiguée de la dictature et qui est influencée par les événements en Tunisie et en Egypte. Mais ces sentiments populaires sont instrumentalisés par l'opposition dans l'est du pays qui réclame sa part du gâteau, la répartition des richesses étant très inégale sous le régime de Kadhafi. Bientôt, les véritables contradictions vont apparaître au grand jour.

On ne sait d'ailleurs pas grand-chose sur ce mouvement d'opposition. Qui sont-ils? Quel est leur programme? S'ils voulaient vraiment mener une révolution démocratique, pourquoi ont-ils ressorti les drapeaux du roi Idriss, symboles d'un temps où la Cyrénaïque était la province dominante du pays? Ont-ils demandé leur avis aux autres Libyens? Peut-on parler de mouvement démocratique lorsque ces opposants massacrent les Noirs de la région? Si vous faites partie de l'opposition d'un pays, que vous êtes patriotique et que vous souhaitez renverser votre gouvernement, vous tentez cela correctement. Vous ne créez pas une guerre civile dans votre propre pays et vous ne lui faites pas courir le risque d'une balkanisation.

### **Selon vous, il s'agirait donc plus d'une guerre civile résultant des contradictions entre clans libyens?**

C'est pire, je pense. Il y a déjà eu des contradictions entre les tribus, mais elles n'ont jamais pris une telle ampleur. Ici, les Etats-Unis alimentent ces tensions afin de pouvoir intervenir militairement en Libye. Dès les premiers jours de l'insurrection, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a proposé d'apporter des armes aux opposants. Dans un premier temps, l'opposition organisée sous le Conseil National a refusé toute ingérence des puissances étrangères, car elle savait que cela jetterait le discrédit sur son mouvement. Mais aujourd'hui, certains opposants en appellent à une intervention armée.

Depuis que le conflit a éclaté, le président Obama a dit envisager toutes les options possibles et le sénat US appelle la communauté internationale à décréter une zone de non-vol au-dessus du territoire libyen, ce qui serait un véritable acte de guerre. De plus,

le porte-avion nucléaire USS Enterprise, positionné dans le golfe d'Aden pour combattre la piraterie, est remonté jusqu'aux côtes libyennes. Deux navires amphibies, l'USS Kearsage et l'USS Ponce, avec à leur bord plusieurs milliers de marines et des flottes d'hélicoptère de combat, se sont également positionnés dans la Méditerranée.

La semaine passée, Louis Michel, l'ancien commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire de l'Union Européenne, s'est demandé avec force sur un plateau de télévision quel gouvernement aurait le courage de défendre devant son parlement la nécessité d'intervenir militairement en Libye. Mais Louis Michel n'a jamais appelé à une telle intervention en Egypte ou à Bahreïn. Pourquoi?

### **La répression n'est-elle pas plus violente en Libye?**

La répression était très violente en Egypte, mais l'Otan n'a jamais positionné des navires de guerre le long des côtes égyptiennes pour menacer Moubarak. On l'a tout juste appelé à trouver une issue démocratique!

Pour la Libye, il faut être très prudent avec les informations qui nous parviennent. Un jour, on parle de 2000 morts et le lendemain, le bilan est revu à 300. On a aussi dit dès le début de la crise que Kadhafi avait bombardé son propre peuple, mais l'armée russe, qui surveille la situation par satellite, a officiellement démenti cette information. Si l'Otan se prépare à intervenir militairement en Libye, nous pouvons être sûrs que les médias dominants vont diffuser la propagande de guerre habituelle.

En fait, la même chose s'est passée en Roumanie avec Ceausescu. Le soir du réveillon de Noël 1989, le premier ministre belge Wilfried Martens a fait un discours à la télévision. Il a prétendu que les forces de sécurité de Ceausescu venaient de tuer 12000 personnes. C'était faux. Les images du fameux charnier de Timisoara ont également fait le tour du monde. Elles étaient censées démontrer la violence aveugle du président roumain. Mais il s'est avéré plus tard que tout cela était une mise en scène : des cadavres avaient été sortis de la morgue et placés dans des fosses pour impressionner les journalistes. On a aussi dit que les communistes avaient empoisonné l'eau, que des mercenaires syriens et palestiniens étaient présents en Roumanie ou bien encore que

Ceausescu avait formé des orphelins pour en faire des machines à tuer. C'était de la pure propagande pour déstabiliser le régime.

Finalement, Ceausescu et sa femme furent tués après un simulacre de procès qui dura 55 minutes. Bien sûr, tout comme Kadhafi, le président roumain n'était pas un enfant de chœur. Mais que s'est-il passé depuis? La Roumanie est devenue une semi-colonie de l'Europe. La main d'œuvre bon marché y est exploitée. De nombreux services ont été privatisés au profit des compagnies occidentales et sont hors de prix pour une grande partie de la population. Et maintenant, chaque année, des tas de Roumains vont pleurer sur la tombe de Ceausescu. La dictature était une chose terrible, mais depuis que le pays a été économiquement détruit, c'est pire!

**Pourquoi les Etats-Unis voudraient-ils renverser Kadhafi? Depuis une dizaine d'années, le colonel est devenu à nouveau fréquentable pour l'Occident et a privatisé une grande partie de l'économie libyenne au profit des compagnies occidentales.**

Il faut analyser tous ces événements à la lumière des nouveaux rapports de force dans le monde. Les puissances impérialistes sont en déclin alors que d'autres forces sont en plein essor. Récemment, la Chine a proposé de racheter la dette portugaise! En Grèce, la population est de plus en plus hostile à cette Union Européenne qu'elle perçoit comme une couverture de l'impérialisme allemand. Les mêmes sentiments se développent dans les pays de l'Est. Par ailleurs, les Etats-Unis ont attaqué l'Irak pour s'emparer du pétrole mais au final, seule une compagnie US en profite, le reste étant exploité par des compagnies malaisiennes et chinoises. Bref, l'impérialisme est en crise.

Par ailleurs, la révolution tunisienne a fortement surpris l'Occident. Et la chute de Moubarak encore plus. Washington tente de récupérer ces mouvements populaires, mais le contrôle lui échappe. En Tunisie, le premier ministre Mohamed Ghannouchi, un pur produit de la dictature Ben Ali, était censé assurer la transition et donner l'illusion d'un changement. Mais la détermination du peuple l'a contraint à démissionner. En Egypte, les Etats-Unis comptent sur l'armée pour maintenir en place un système acceptable. Mais des informations me sont parvenues confirmant que dans les innombrables casernes militaires dissémi-

nées à travers le pays, de jeunes officiers s'organisent en comités révolutionnaires par solidarité avec le peuple égyptien. Ils auraient même fait arrêter certains officiers associés au régime de Moubarak.

La région pourrait échapper au contrôle des Etats-Unis. Intervenir en Libye permettrait donc à Washington de briser ce mouvement révolutionnaire et d'éviter qu'il ne s'étende au reste du monde arabe et à l'Afrique. Depuis une semaine, des jeunes se révoltent au Burkina-Faso mais les médias n'en parlent pas. Pas plus que des manifestations en Irak.

L'autre danger pour les Etats-Unis est de voir émerger des gouvernements anti-impérialistes en Tunisie et en Egypte. Dans ce cas, Kadhafi ne serait plus isolé et pourrait revenir sur les accords conclus avec l'Occident. Libye, Egypte et Tunisie pourraient s'unir et former un bloc anti-impérialiste. Avec toutes les ressources dont ils disposent, notamment les importantes réserves de devises étrangères de Kadhafi, ces trois pays pourraient devenir une puissance importante de la région. Probablement plus importante que la Turquie.

**Pourtant, Kadhafi avait soutenu Ben Ali lorsque le peuple tunisien s'est révolté.**

Cela montre à quel point il est faible, isolé et déconnecté de la réalité. Mais les rapports de force changeants dans la région pourraient modifier la donne. Kadhafi pourrait changer son fusil d'épaule, ce ne serait pas la première fois.

**Comment pourrait évoluer la situation en Libye?**

Les puissances occidentales et ce soi-disant mouvement d'opposition ont rejeté la proposition de médiation de Chavez. Ce qui laisse entendre qu'ils ne veulent pas d'issue pacifique au conflit. Mais les effets d'une intervention de l'Otan seront désastreux. On a vu ce que cela a donné au Kosovo ou en Afghanistan.

De plus, une agression militaire pourrait favoriser l'entrée en Libye de groupes islamistes qui pourraient s'emparer d'importants arsenaux sur place. Al-Qaïda pourrait s'infiltrer et faire de la Libye un deuxième Irak. Il y a d'ailleurs déjà des groupes armés au Niger que personne ne parvient à contrôler. Leur influence pourrait s'étendre à la Libye, au Tchad, au Mali, à l'Algérie... En fait, en préparant une

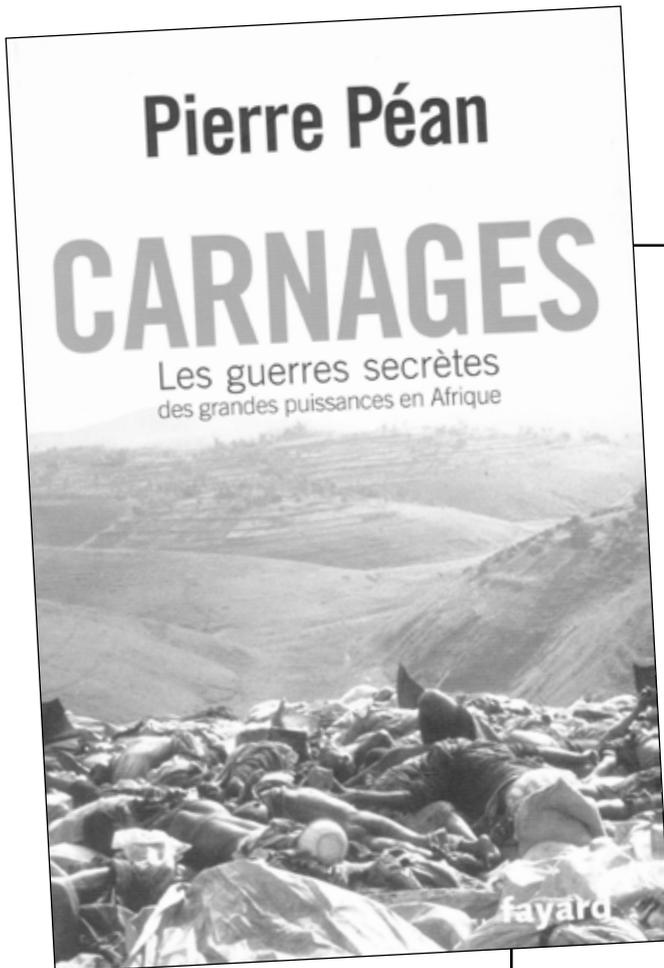
intervention militaire, l'impérialisme est en train de s'ouvrir les portes de l'enfer!

En conclusion, le peuple libyen mérite mieux que ce mouvement d'opposition qui plonge le pays dans le chaos. Il lui faudrait un véritable mouvement démocratique pour remplacer le régime de Kadhafi et instaurer la justice sociale. En tout cas, les Libyens ne méritent pas une agression militaire. Les forces impérialistes en déroute semblent pourtant préparer une offensive contre-révolutionnaire dans le monde arabe. Attaquer la Libye est leur solution d'urgence. Mais cela leur retomberait sur les pieds.

Source : [www.michelcollon.info](http://www.michelcollon.info)

*Mohamed Hassan\* est un spécialiste de la géopolitique et du monde arabe. Né à Addis Abeba (Ethiopie), il a participé aux mouvements d'étudiants dans la cadre de la révolution socialiste de 1974 dans son pays. Il a étudié les sciences politiques en Egypte avant de se spécialiser dans l'administration publique à Bruxelles. Diplôme pour son pays d'origine dans les années 90, il a travaillé à Washington, Pékin et Bruxelles. Co-auteur de L'Irak sous l'occupation (EPO, 2003), il a aussi participé à des ouvrages sur le nationalisme arabe et les mouvements islamiques, et sur le nationalisme flamand. C'est un des meilleurs connaisseurs contemporains du monde arabe et musulman.*





**Carnages.** Des millions de morts dont le décompte pourrait avoisiner celui des victimes de toutes les guerres depuis 1945. Qui en parle? Qui s'intéresse à ces « carnages incompréhensibles »? Rwanda, Kivu, Sud-Soudan, Somalie, Darfour... Invoquer la folie des hommes ne fournit aucune clé d'interprétation; et l'on ne peut pas se contenter de regarder l'Afrique sous le seul angle des Droits de l'homme ou de la Françafrique.

Étonnamment, ces conflits majeurs n'ont jamais été appréhendés dans leur globalité. Qui ont été les soutiens, voire les promoteurs de toutes ces guerres? Quels intérêts ont-elles servis? À contre-courant de tout ce qui s'écrit sur l'Afrique, Pierre Péan expose les logiques stratégiques qui visent à remodeler l'Afrique, et dont les « dégâts collatéraux » ont été d'une ampleur inédite et tragique.

Il nous révèle ainsi les dessous du Grand Jeu africain des puissances occidentales et les affrontements feutrés entre elles. Après la chute du mur de Berlin, les États-Unis, aidés notamment de la Grande-Bretagne et d'Israël, ont décidé d'étendre leurs aires d'influence sur le continent africain, en réduisant notamment le pré carré français. L'instauration du nouvel ordre mondial y a été d'autant plus profond que l'Afrique est devenue un des principaux terrains du « choc des civilisations » qui a installé, avant 11 Septembre, l'Est africain dans l'espace conflictuel du Proche-Orient. Les regards braqués sur le Grand Moyen-Orient n'ont pas vu que le Soudan était devenu pour Israël et pour les États-Unis un pays potentiellement aussi dangereux que l'Iran : il fallait donc « contenir » et diviser le plus grand pays d'Afrique.

Les États-Unis, le Royaume-Uni, Israël, la France, le Canada, la Belgique et plus récemment la Chine ont été les belligérants fantômes de ce conflit. Il est temps que l'on tire au clair les responsabilités des uns et des autres.

Pierre Péan est écrivain et enquêteur. On lui doit notamment *Une jeunesse française : François Mitterrand* (Fayard, 1994), *La Face cachée du Monde* (avec Philippe Cohen, Mille et une nuits, 2003); *Noires fureurs, blancs menteurs* (Mille et une nuits, 2005), *Le Monde selon K* (Fayard, 2009).

## L'impérialisme politique et le colonialisme économique existent encore

Les actuels événements en Afrique du Nord démontrent clairement la mainmise des pays industrialisés sur les dirigeants de pays en « développement » pour le pillage de leurs ressources ou leur intérêt stratégique.

Les « démocraties » occidentales n'ont aucun scrupule à fabriquer et soutenir des dictatures comme à corrompre les classes « dirigeantes » avec les bonnes vieilles méthodes impérialistes et colonialistes des siècles derniers.

Mais aujourd'hui ce n'est plus un impérialisme de nations industrialisées mais bien un impérialisme ultralibéral multiforme développé par les groupes financiers qui dirigent l'économie mondiale.

C'est la principale conséquence de la mondialisation ultralibéraliste et celle-ci conditionne tous les problèmes socio-économiques dans le monde.

En ce qui concerne les pays africains, leur malheur, c'est la richesse des ressources naturelles de leur continent. Il serait normal et logique que cette richesse profite aux populations africaines, à leur développement socio-économique et à leurs États qui pourraient ainsi se structurer politiquement et administrativement de manière démocratique. On oublie trop souvent que seul le développement permet la démocratie.

Mais c'est compter sans les besoins en matières premières des États industrialisés et sans la recherche de profits toujours plus importants de la part des multinationales et des groupes financiers.

Durant la période coloniale, toute l'Afrique a été soumise à un pillage systématique de ses ressources de manière directe par les autorités coloniales.

Avec l'indépendance des pays d'Afrique, c'est un néocolonialisme qui s'est implanté de manière plus insidieuse et destructrice au détriment des populations et des États dont la plupart ne possèdent qu'une administration dérisoire et sont dirigés par des autocrates corrompus.

Il est impossible d'appréhender les actuels événements, particulièrement en Afrique centrale, sans comprendre et analyser l'origine des conflits et des guerres qui depuis plus de 20 ans ont provoqué la mort de plus de 10 millions de personnes. Toutes ces guerres résultent des rivalités entre grandes puissances et entre groupes financiers et multinationales sous le prétexte fallacieux de régler des luttes tribales, des tensions ethniques ou religieuses. Ou alors, plus pernicieux encore, de délibérément créer le chaos pour mieux tirer profit de l'anarchie ambiante.

Et ces puissances étrangères et leurs groupes financiers et multinationales recherchent avant tout une stabilité militarisée avec la collaboration de criminels de guerre et au travers d'une corruption généralisée.

Alors que l'indépendance des pays africains aurait permis un développement socio-économique au travers d'un panafricanisme socialisant favorable aux populations, c'est au contraire un néolibéralisme qui s'est imposé et structuré favorisant le pillage des ressources naturelles d'une part et la pauvreté des populations déstructurées d'autre part dans un ultralibéralisme de plus en plus mondialisé.

Mais quels sont donc les auteurs de ces stratégies néocoloniales et par quels moyens se sont-ils imposés? À ces questions fondamentales, le journaliste Pierre Péan répond de manière concrète et explicite dans son livre « Carnages » dont vous trouverez la présentation en page précédente.

**Jean Verstappen**

## APRÈS LA TUNISIE ET L'ÉGYPTE, LE RWANDA ?

Par leurs soulèvements, les Tunisiens et les Égyptiens viennent de chasser du pouvoir les dictateurs qui les avaient opprimés pendant des décennies. Il s'agit d'un exemple patent qui montre combien il est impossible d'étouffer indéfiniment les aspirations de liberté, de justice sociale et de démocratie d'un peuple. Cependant, la question reste de savoir si les dictateurs de ce monde sont capables d'assimiler cette leçon.

Prenons le cas du Rwanda. Le jour même où Hosni Moubarak quittait le pouvoir, le régime rwandais condamnait à quatre ans d'emprisonnement l'opposant Me Bernard Ntaganda. Une peine qui fait dire à Human Rights Watch que le système judiciaire rwandais est utilisé pour persécuter les opposants et intimider le public. Cette condamnation suivait de près celle de deux femmes journalistes, Saidati Mukakibibi et Agnès Nkusi Uwimana, à de lourdes peines d'emprisonnement de sept et dix-sept ans pour avoir critiqué le dictateur Paul Kagame dans la période préélectorale.

Rappelons que ce dernier s'est fait réélire le 9 août 2010 pour un deuxième mandat de sept ans avec un score stalinien de 93 %. Rappelons aussi que, pendant la période préélectorale, une trentaine de journaux indépendants ont été fermés, que le journaliste Jean Léonard Rugambage a été assassiné et que le vice-président du Parti démocratique vert a été tué et son corps quasi décapité. Bref, les dirigeants des partis d'opposition rwandais sont presque tous actuellement en exil ou en prison. L'arrestation de l'opposante Victoire Ingabire, le climat de terreur, les meurtres et les attentats politiques ont jeté le discrédit sur ces élections.

Dans le classement mondial 2010 effectué par Reporters Sans Frontière et relatif à la liberté de la presse, le Rwanda figure parmi les 10 pays les plus grands prédateurs de la presse.

Comme on le voit bien, la contestation qui a emporté les dictateurs tunisien et égyptien et qui s'étend désormais partout dans les pays arabes pourrait trouver matière à contagion ailleurs dans le monde. Elle ne devrait pas non plus préoccuper uniquement les dictateurs. Elle interpelle aussi les puissances occidentales qui, malgré de beaux discours sur les droits de la personne et la démocratie, soutiennent fermement les régimes répressifs et liberticides, soi-disant au nom de la stabilité. Autant Ben Ali et Moubarak étaient fortement soutenus par l'occident, autant Paul Kagame est soutenu par les grandes capitales occidentales, principalement Londres et Washington qui financent la moitié du budget de son gouvernement et sa machine de répression.

Un aspect particulièrement nuisible des appuis inconditionnels accordés aux régimes dictatoriaux est qu'ils donnent le message pervers selon lequel **l'Occident est uniquement préoccupé par la stabilité, même lorsque celle-ci est obtenue au prix de la violation des droits civils et démocratiques**. Par ce comportement, les puissances occidentales introduisent une distorsion dans les incitatifs auxquels répondent les dictateurs et l'aide étrangère est vite transformée en financement de l'oppression.

Dans le cas du Rwanda, malgré les multiples sonnettes d'alarme tirées par les organisations telles qu'Amnesty International, Human Rights Watch et Reporters Sans Frontière, les puissances occidentales ne semblent pas exercer de pression particulière sur le régime de Kigali pour qu'il arrête la persécution des opposants et des journalistes.

Ces puissances ne se montrent pas non plus pressées à donner une suite appropriée au rapport Mapping des Nations-Unies qui établit que l'armée de Kagame a commis des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et possiblement un génocide sur les réfugiés Hutu dans ses guerres au Congo dont le bilan dépasse 5 millions de victimes.

Dans un tel contexte, rien d'étonnant que le dictateur Kagame affecte 10 % de l'aide au développement à l'entretien de ses lourds organes de sécurité, alors que le Rwanda se trouve parmi les 20 derniers pays au monde dans le classement de l'indice de développement humain de 2010 (ce classement fait la synthèse des indicateurs d'espérance de vie, de niveau de revenu et de niveau d'études).

L'argument de stabilité à n'importe quel prix, longtemps présenté pour appuyer des dictatures, vient de montrer sa faille dans l'effondrement brusque des régimes Ben Ali et Moubarak, au grand dam de leurs alliés. Le monde devrait désormais comprendre que la seule stabilité qui vaille la peine d'être défendue est celle qui émerge des institutions démocratiques et répond aux profondes aspirations de tous les citoyens. Comme l'a si bien dit le président américain Barack Obama à Accra (Ghana) le 11 juillet 2009 : *l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais plutôt d'institutions fortes*.

Puisse les États-Unis et les autres puissances occidentales œuvrer dès à présent en faveur de l'établissement de telles institutions et le vent du changement maghrébin balayer aussi l'Afrique sub-saharienne, et particulièrement le Rwanda.

Emmanuel Hakizimana

**Ndlr** : L'auteur est docteur en économie, spécialiste en finance internationale et chargé de cours à l'Université du Québec à Montréal. Il est aussi président du Congrès Rwandais du Canada.

## Le point sur la « démocratisation » du régime rwandais

Par Boniface Twagirimana  
Vice-président Intérimaire des Forces démocratiques unifiées (FDU-UDF)

Communiqué de Presse  
Kigali, le 11 février 2011

Le cauchemar judiciaire, lot quotidien des opposants politiques au Rwanda, se poursuit. Aujourd'hui, un tribunal de Kigali a condamné Me. Bernard Ntaganda, président du Parti PSI-Imberakuri<sup>1</sup>, à une peine de prison de 4 ans (2 ans pour le crime d'atteinte à la sécurité de l'État et 2 ans pour le crime de divisionnisme), ainsi qu'à une amende de 100.000 Frw; tandis que Sylvain Sibomana, Secrétaire général provisoire des FDU-INKINGI, Mme Alice Muhirwa, trésorière des FDU-INKINGI et Martin Ntavuka ont été condamnés à une amende de 100.000 Frw, pour le crime de complicité dans une manifestation non autorisée. Jean-Baptiste Icyitonderwa a été relaxé.

Ce jugement est en lien direct avec la « guerre contre l'opposition » ayant suivi l'arrestation des leaders politiques pour prévenir des manifestations pacifiques à Kigali, le 24 juin 2010. Certains d'entre eux ont été gravement battus, arrêtés et torturés.

D'autres personnalités politiques croupissent en prison pour des charges de nature strictement politique. Mme Victoire Ingabire Umuhoya, la Présidente des FDU-INKINGI est incarcérée à la prison centrale de Kigali depuis le 14 octobre 2010; Déogratias Mushayidi (PDP-Imanzi)<sup>2</sup> purge une condamnation de prison à vie, pendant que Dr Theoneste Niyitegeka (arrêté après sa campagne Présidentielle en 2003) et Charles Ntakirutinka (arrêté pour avoir essayé de fonder un parti politique PDR-Ubuyanja<sup>3</sup>) ont déjà passé plusieurs années en prison.

1 Parti social Imberakuri, parti d'opposition fondé en mai 2009 par des Rwandais vivant au Rwanda.

2 Fondé en 2009, le Pacte de défense du peuple rassemble des Rwandais de toutes origines aspirant à une cohabitation pacifique dans un pays affranchi de toute suprématie numérique ou militaire. Déo Mushayidi en était le président lorsqu'il fut kidnappé au Burundi en mars 2010 et livré au régime rwandais.

3 Parti démocratique pour le renouveau, parti d'opposition qui avait fait l'objet d'une demande de reconnaissance en mai 2001, mais qui n'a, en fait, jamais vu le jour suite à l'incarcération de ses membres fondateurs.

De lourdes peines de prison ont été prononcées la semaine dernière à l'encontre de deux journalistes : 17 ans d'emprisonnement pour Agnès Uwimana Nkusi et 7 ans pour Saidati Mukakibibi. En janvier 2011, d'autres membres de l'opposition, le Général Kayumba Nyamwasa, le Colonel Patrick Karegeya, Dr Théogène Rudasingwa et Dr Gerald Gahima ont été condamnés par contumace par la Cour suprême militaire à 24 et 20 ans d'emprisonnement. Certains membres de la famille des figures de l'opposition en exil et qui vivaient dans le pays ont disparu, ont été menacés ou ont été arrêtés. Les cas d'assassinats ont aussi été signalés.

La justice rwandaise est sous l'influence du pouvoir. C'est une arme judiciaire utilisée par le Parti-Etat qui se confond avec les structures du gouvernement. Cette pseudo justice, politiquement motivée, maintient les Rwandais dans la terreur et en otage, en raison des interférences implacables de l'exécutif. Tous les appels lancés au président Paul Kagame pour une justice indépendante et l'ouverture de l'espace politique sont restés lettre morte. Le pays navigue vers l'incertitude.

**Ndlr :** L'énumération des exactions susmentionnées est loin d'être exhaustive. Rappelons les persécutions et les agressions systématiques dont les dirigeants et les sympathisants des partis d'opposition furent la cible au cours de ce qui aurait dû être la campagne en vue des présidentielles rwandaises en août 2010. Non content de s'attaquer à toute opposition démocratique, le régime s'en est également pris aux avocats qui tentaient de défendre les personnes arrêtées et incarcérées sans la moindre inculpation. Citons de façon plus précise l'assassinat du Vice-président du Parti Vert, André Kagwa Rwisereka, retrouvé décapité dans un marais en juillet 2010. Un des avocats de Victoire Ingabire fut également assassiné, tandis que l'avocat américain, Peter Erlinder, qui tentait de prendre la relève fut arrêté et jeté en prison dès son arrivée à Kigali<sup>4</sup>.

4 L'arbitraire dont Peter Erlinder fut victime n'est pas sans rappeler celui dont le Père Guy Theunis, de nationalité belge, fut également victime en septembre 2005.

## Kagame cherche des complices en France

Par Jean-Pierre GAUTHIER, février 2011

Accusé par l'ONU de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'actes de génocide contre son peuple, accusé de crimes de pillage des ressources minières et d'autres matières premières en RDC, le président rwandais Paul Kagame joue sa dernière chance pour échapper à l'étau qui l'étouffe, entraînant plusieurs hommes d'affaires dans son écurie.

Ses proches conseillers sans foi ni loi lui ont concocté un scénario digne des brigands de la Mafia, un scénario tellement fin qu'il pourrait séduire les investisseurs cupides et naïfs à la recherche des rares zones à fort taux de croissance dans ce monde en crise économique. A ces « amis » investisseurs, il leur présente l'est du Congo comme un territoire sous protectorat en jouant la carte de la proximité avec Kigali, tout en soulignant l'éloignement et l'anarchie qui règne à Kinshasa. Ensuite il leur propose un partenariat sans faille, en exhibant toutes les garanties d'un État dont il est le seul garant. Le marché est tellement juteux que le retour sur investissement n'est que de 24 mois! Qui pourrait résister à ce piège aux apparences d'opportunités inestimables?

Le profit est tellement éblouissant qu'on oublie vite que ces matières pillées sont souillées de sang d'innombrables victimes dont on commence à entendre les cris de détresse. Les investisseurs français contactés par le Général président rwandais ignorent-ils ce drame économique du nouveau Far West africain, région qui regorge d'immenses quantités d'or, de coltan, de diamant et d'autres bois précieux. Ne savent-ils pas que ces matières qui les intéressent sont exploitées par des miliciens de Kagame qui sévissent impunément dans cette région? Ignorent-ils que depuis 1996, Kigali est devenu le lieu de transit et de blanchiment de ces matières premières dont le parrain Kagame veille sur tout à la manière d'un chef de la Camorra.

Ce chef militaire qui n'avait rien lorsqu'il conquiert le pouvoir en 1994 est devenu l'homme le plus riche d'Afrique centrale. Il a, entre autres, deux avions de luxe qu'il loue à l'État par le biais d'un contrat de dupes, il est propriétaire d'immeubles dans les quartiers chics de Londres et de Hong Kong, des comptes en banque dans des paradis fiscaux dont les

proches estiment ses avoirs à 1 350 000 000 dollars. Son allure d'homme austère et son tempérament taciturne déroutent plus d'un, sauf les Anglo-Saxons qui l'ont côtoyé et qui s'en éloignent dans la plus grande discrétion. Pour quelle raison, cette place vacante ne mériterait-elle pas d'être occupée par quelqu'un d'autre afin de garder la main sur la manne congolaise?

Dans le cadre de la prétendue réconciliation, la France ne pourrait-elle pas sauter sur l'occasion sans réfléchir et succomber en même temps au charme de ce stratège cynique invétéré, en espérant réaliser des profits faramineux? L'appât est délicieux, la mécanique est en marche. D'après son cabinet contacté à Kigali, le général Président va fouler le sol français vers le 12 mars où il sera accueilli avec tous les honneurs et en fanfare par le patronat français, qui l'a invité<sup>1</sup>. On oubliera aisément qu'il a été élu avec un score ubuesque, que ses opposants politiques croupissent en prison et qu'il a du sang sur ses mains!

Ce Kagame est décidément très malin surtout quand il « nique » la France comme dirait un rappeur enragé. Vive la France qui l'apprendra à ses dépens! En effet, ce général dictateur ne s'arrête jamais. Après avoir accusé les politiciens français de complicité de génocide, après avoir été le porte-étendard de l'anti-France en Afrique, c'est au tour des opérateurs économiques français à être transformés en complices du pillage des matières premières de la RDC. Grâce et avec le concours de ces hommes d'affaires qui méritent d'être connus par les victimes, le général Kagame espère étouffer l'affaire de pillage des ressources de la RDC et continuer ainsi cette activité très lucrative en toute impunité.

Dans le cas contraire, il ne sera pas seul à la barre!

1 Ndlr : Depuis la rédaction de cet article et suite à une intense campagne de sensibilisation menée conjointement en France, en Belgique et en Espagne, Paul Kagame a reporté sa visite au mois de juillet. La désignation au Quai d'Orsay d'Alain Juppé, suite à la récente démission de Michèle Alliot-Marie, devrait avoir un impact direct sur les relations franco-rwandaïses. En effet, cette désignation a déjà suscité des commentaires très critiques de la part du Rwanda.

## Annulation de la visite de Paul Kagame à Paris

Le Figaro du 24 février 2011

Craignant un coup d'état durant son séjour dans la capitale française, Paul Kagame aurait annulé sa visite prévue en mars prochain.

De source proche de l'entourage de l'homme fort de Kigali accusé par les Nations Unies de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'actes de génocide en République Démocratique du Congo entre 1993 et 2003, Kagame serait confronté à un groupe de jeunes officiers tutsi démocrates proches du général Kayumba Nyamwasa, chef de file de l'opposition tutsi.

Aussi étonnant que cela puisse paraître, il existe au sein de l'armée rwandaise et du FPR, une frange plus ou moins importante d'officiers qui ne supportent plus le régime répressif et criminel de Paul Kagame. La visite du dictateur rwandais à Paris avait été annoncée le 6 janvier 2011 par son agent de presse en France, l'hebdomadaire Jeune Afrique alias L'Intelligent.

C'est à se demander au nom de quelle éthique diplomatique ou pour quels intérêts nationaux la Patrie des droits de l'homme, par ailleurs membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, prendrait le risque de dérouler le tapis rouge à un criminel responsable d'avoir planifié, préparé, organisé, ordonné et supervisé le massacre de plus de 300 000 réfugiés hutu et 5 millions de citoyens congolais. Un criminel contre l'humanité déguisé en chef d'Etat respectable!

Le président rwandais s'est souvent vanté de ses exploits en RDC, comme dans ce discours officiel dont il existe des copies audio. Dans ce discours, Paul Kagame a regretté publiquement de n'avoir pas pu exterminer tous les réfugiés hutus de RDC, en promettant néanmoins d'en finir si l'occasion se représentait. Il concluait en disant : « Nous avons poursuivi les réfugiés afin de les rapatrier par la force. Ceux qui ont accepté le rapatriement, nous les avons reconduits au Rwanda. Ceux que nous devons tuer nous les avons tués. Un point c'est tout! »

La diplomatie française ne peut pas prétendre l'ignorer. Une question se pose : un membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies peut-il se permettre de recevoir un criminel contre

l'humanité désigné comme tel par la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies sans renier son rôle au sein de la communauté internationale? La seule décision de sagesse à prendre par la diplomatie française est celle qui correspond aux valeurs de la République et à ses engagements internationaux. La France doit écouter le peuple rwandais et non celui par qui le génocide est arrivé. La France devrait annuler la visite de Paul Kagame sur le territoire de la République. La France ne peut pas recevoir un chef d'Etat étranger accusé de génocide. Ce serait une erreur d'appréciation, une faute dont la diplomatie française ne se relèverait pas.

En qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité, la France a, au contraire, l'obligation de contribuer à faire adopter rapidement par le Conseil de sécurité les préconisations du Rapport Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo.



## Lettre des détenus d'Arusha aux autorités de l'ONU

Au Président du Conseil de Sécurité de l'ONU.  
Aux Membres du Conseil de Sécurité de l'ONU.  
Au Secrétaire Général de l'ONU.

Objet : Traitement inéquitable du drame rwandais et dénonciation de l'impunité garantie aux Membres du Front Patriotique Rwandais (FPR).

Excellences.

Les détenus du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha, signataires de la présente, ont l'honneur de Vous transmettre cette lettre pour rappeler les multiples demandes qu'ils ont adressées aux autorités de l'ONU par le passé, pour dénoncer le détournement du mandat assigné au TPIR.

Dans notre correspondance du 14 juillet 2007, nous avons regretté que le Procureur du TPIR ait évité de s'attaquer aux causes réelles de la tragédie rwandaise pour ne se rabattre que sur les boucs émissaires indiqués par la propagande et les lobbies du vainqueur. Contrairement au mandat lui assigné par les textes fondateurs du TPIR, le Procureur du TPIR n'a jusqu'ici poursuivi que les seuls Hutus qui, pour la plupart, occupaient certains postes de responsabilités dans le régime que le FPR a renversé par les armes.

Nous avons dénoncé avec force le black-out que le Procureur du TPIR entretient sur l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana dans le seul but de couvrir et de protéger la Président Kagame et ses proches. Car il faut le rappeler, c'est l'assassinat du Président Habyarimana qui fut à l'origine des douloureux événements qui ont endeuillé le Rwanda en 1994. Nous avons rappelé que c'est ce même Kagame qui, en violation de l'Accord de paix d'Arusha, a repris la guerre dans la foulée de l'attentat du 6 avril 1994, a forcé toutes les forces étrangères de quitter le Rwanda au moment où le pays en avait le plus besoin et a refusé toute les offres de cessez-le-feu proposées par la partie gouvernementale en vue de rétablir l'ordre dans le pays.

A l'instar de nombreux experts, nous avons fustigé l'absence d'enquêtes sérieuses et indépendantes sur le drame rwandais ainsi que la partialité flagrante des enquêtes menées par des Organisations associées aux lobbies du FPR qui ont imposé une vision biaisée et partisane de la lecture des événements, afin de

consacrer la victoire militaire du FPR et disqualifier ses adversaires. Ce qui a, par la force des choses, conduit au manque d'équité dans le traitement de la question rwandaise en général, et dans la pratique des poursuites partiales et discriminatoires appliquées par le TPIR au détriment de la vérité, de la justice et de la réconciliation nationale au Rwanda<sup>1</sup>. La situation devient encore plus grave quand des condamnations sont prononcées par le TPIR sur base de faux témoignages, concoctés et fabriqués sur l'instigation et l'aval des autorités rwandaises.

Nous avons regrettés que le TPIR et le gouvernement rwandais n'aient pas respecté la Résolution 1503 du Conseil de Sécurité de l'ONU, adoptée à sa 4817<sup>ème</sup> Séance, le 28 août 2003, leur demandant de coopérer dans le cadre des enquêtes concernant les crimes commis par l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Au lieu de cela, l'ancienne Procureur du TPIR, Madame Carla Del Ponte qui tentait d'enquêter sur les crimes du FPR fut confrontée à des obstructions lui opposées par les autorités rwandaises pour la contraindre à ne pas mener les dites enquêtes. Finalement, elle fut même écartée de son poste au TPIR pour l'empêcher de poursuivre les membres du FPR<sup>2</sup>.

Excellences.

A l'heure où nous écrivons cette lettre, nous apprenons que le Conseil de Sécurité a décidé de clôturer les travaux du TPIR en Première instance en décembre 2011 et ses travaux en Appel en 2013. Nous sommes au regret de constater qu'à la veille de la fermeture annoncée du TPIR, le Procureur du TPIR ne manifeste aucune volonté de poursuivre l'autre partie concernée par le conflit et que, le TPIR fermera ses portes sans avoir accompli sa mission d'éradiquer l'impunité, de faciliter la réconciliation nationale et de contribuer ainsi au Rétablissement et au Maintien de la paix au Rwanda et dans la région<sup>3</sup>. On ne le dira jamais assez que c'est le FPR qui fut l'acteur principal dans le conflit qui a ravagé le Rwanda

1 Voir lettre des Détenus du TPIR du 29 mars 2004 portant leur déclaration dénonçant le soutien du TPIR à l'impunité et à l'obstruction à la Justice.

2 Lire Florence Hartmann : Paix et châtement. *Les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales*. Editions Flammarion 2007, pp. 262-263 ; Carla Del Ponte : *La traque, les criminels de guerre et moi*, Editions Héloïse d'Ormesson 2008, pp. 371-396.

3 Voir Résolution 1165 (1998) adoptée par le Conseil de Sécurité à sa 3877<sup>ème</sup> Séance, le 30 avril 1998.

entre 1990 et 1994, a provoqué le désastre qui en a résulté en 1994 et après. Ce sont les mêmes troupes de l'APR qui poursuivirent, plus tard, des millions de réfugiés Hutus qui avaient fui le Rwanda, d'autres furent sommairement exécutés. Particulièrement le sort des réfugiés Hutus qui se trouvaient au Zaïre/République démocratique du Congo fut le plus tragique. En effet, entre 1996 et 1998, les soldats de l'APR attaquèrent les camps des réfugiés à l'est du Zaïre où ils massacrèrent plusieurs de ces réfugiés ; ils poursuivirent tous ceux qui tentèrent de se sauver et en décimèrent des centaines de milliers à travers les forêts congolaises<sup>4</sup>. Ces massacres systématiques et généralisés ont été planifiés et exécutés sous les ordres et la supervision des hautes autorités rwandaises.

Nous aimerions attirer une fois de plus votre attention sur la dangerosité de cette politique du TPIR qui a simplement consacré la « justice du vainqueur sur le vaincu », comme beaucoup d'observateurs bien renseignés sur la crise rwandaise et les drames qui dévastent la région des Grands Lacs d'Afrique l'ont déjà écrit et dénoncé<sup>5</sup>. Nous estimons qu'en se dérochant à ses responsabilités d'engager les poursuites judiciaires contre les membres de l'autre camp, pour les crimes commis au Rwanda en 1994, le Procureur a non seulement consacré l'impunité du FPR, mais aussi a encouragé des comportements foncièrement criminels de ses dirigeants au Rwanda et dans la région, spécialement en RDC.

Nous avons toujours pensé qu'en créant le TPIR, les décideurs de l'ONU voulaient réconcilier les Rwandais par une justice juste et équitable après la terrible tragédie qui les a frappés. Hélas, force est de constater que cette noble mission confiée au TPIR a été sérieusement compromise et que les espoirs de beaucoup de Rwandais qui avaient cru ont été déçus. Nous estimons néanmoins qu'il n'est jamais trop tard pour redresser les torts.

C'est pourquoi, encore une fois, nous lançons ce cri d'alarme pour que le TPIR ne commette pas l'erreur de travestir la Justice internationale dont la conséquence résultera fatalement en des haines et des violences éternelles au Rwanda et dans la région. Estimant que c'est beaucoup plus la mauvaise volonté du Procureur qui a favorisé les poursuites à sens unique, le Conseil de Sécurité pourrait envisager d'autres mesures, y compris la nomination d'un nouveau Procureur et la reconsidération des échéances, afin de permettre au TPIR de remplir sa mission en son intégralité en poursuivant les présumés coupables du FPR. Nous pensons que c'est la seule façon de prouver la crédibilité du TPIR et la seule manière de contribuer à la réconciliation nationale, à la paix et à la stabilité au Rwanda et dans la région.

Pour l'essentiel des questions importantes que nous avons transmises, nous voulons nous référer particulièrement à notre lettre du 14 juillet 2007 portant l'objet de « Détournement du mandat assigné au TPIR » et dont vous avez reçu copie pour information.

Veuillez agréer, Excellences, les assurances de notre très haute considération.

Les signataires : 32 détenus ont signé le document.

<sup>4</sup> Voir le Rapport Mapping publié par l'ONU le 01 octobre 2010 sur les violations les plus graves du droit international humanitaire et des droits de l'homme commises par les soldats de l'APR contre des réfugiés Hutus rwandais sur le territoire de la République Démocratique du Congo entre 1993 et 2003.

<sup>5</sup> Voir par exemple : Charles ONANA : Les secrets de la justice internationale. Enquête truquée sur le génocide rwandais, Editions Duboiris 2005 ; Thierry Cruvelier : Le tribunal des vaincus. Un Nuremberg pour le Rwanda, Editions Calmann-Lévy 2006.

Le « *nacht und nebel* » du régime de Paul Kagame

## Rwanda : Le Dr Sezibera a-t-il percé un secret d'Etat ?

Par Emmanuel Neretse

Dimanche 13 février 2011

Le Dr Richard Sezibera est l'actuel ministre de la Santé du Rwanda. Dans une déclaration solennelle faite devant le Parlement rwandais en date du 30 janvier 2011, il avait révélé que le gouvernement s'était fixé comme objectif de stériliser, d'ici deux ans, un minimum de 700.000 hommes dans le cadre du programme de limitation des naissances.

Les observateurs non avertis et peu au fait de la rhétorique du régime dictatorial ont cru à un scoop, mais d'autres savaient que la stérilisation était un secret de polichinelle et que la campagne avait bel et bien commencé depuis plusieurs mois. En effet, dans son obsession de gommer à jamais les notions de majorité hutu et de minorité tutsi au Rwanda, le régime du général Paul Kagame avait initié, en complément aux massacres à grande échelle commis contre les populations hutu que ce soit au Rwanda ou au Congo voisin, une politique visant à empêcher les paysans hutu de se reproduire et ce, sous le couvert d'une banale campagne de circoncision. Les Rwandais savaient que certains parmi eux étaient stérilisés à leur insu, soit officiellement, soit « volontairement »!

Ce qui est nouveau suite à la déclaration du ministre Sezibera, c'est que l'objectif chiffré de cette campagne a été rendu officiel et qu'ainsi le gouvernement endosse la stérilisation à grande échelle des hommes, comme faisant partie de son programme gouvernemental. Ailleurs dans le monde, les gouvernements se limitent à légiférer sur les méthodes de contraceptions mises à la disposition des citoyens, mais sans aller jusqu'à leur imposer une méthode en particulier et encore moins à se fixer des objectifs chiffrés.

Certaines voix de l'opposition ont tout de suite dénoncé cette intention génocidaire en faisant valoir que le fait d'entraver les naissances chez un groupe social bien déterminé constitue bel et bien un acte de génocide. Une ONG américaine, dénommée « Population Research Institute » (PRI), a déclaré par la voix de son président Mr Steven Mosher, en date du 11 février 2011, qu'elle ferait tout ce qui est en son pouvoir pour faire abandonner ce

dessein diabolique<sup>1</sup>.

### Gaffe du ministre ou bourde du gouvernement ?

Coup de théâtre. Dans sa livraison du 13 février 2011, le quotidien pro-FPR de langue anglaise « The New Times » nous apprend que la Secrétaire permanente au ministère de la Santé, Dr Agnès Binagwaho, a tenu à rectifier le tir et a précisé que le chiffre de 700.000 hommes, avancé par son ministre, ne concernait pas les hommes à stériliser mais bien à circoncire ! Que la stérilisation se ferait sur base volontaire et que le gouvernement n'avait pas d'objectif chiffré. Pourtant, les propos du ministre Sezibera étaient on ne peut plus clairs. Le rectificatif n'a pas été donné par le ministre lui-même mais bien par son numéro 2. Le Dr Richard Sezibera a donc été publiquement désavoué par sa Secrétaire permanente. Dans ces conditions, de deux choses l'une : ou bien le Dr Sezibera a eu un lapsus et a révélé au monde le projet génocidaire du gouvernement qui, normalement, devait rester secret ou être enrobé dans d'autres campagnes sanitaires, ou bien a-t-il annoncé un programme de stérilisation massive que le gouvernement dont il est membre n'endosse pas.

Dans des régimes démocratiques, le gouvernement et le ministre Sezibera auraient déjà pris leurs responsabilités. Mais dans une dictature obscurantiste, comme celle de Paul Kagame, la préoccupation majeure est surtout de maintenir le peuple sous le joug, quels que soient les méthodes et les moyens utilisés, plutôt que de le consulter pour des sujets qui touchent à sa propre survie.

<sup>1</sup> Ndlr : Le Rwanda n'est en mesure ni de financer ni d'encadrer un plan d'une telle ampleur. Dès lors, la question se pose : quelle est l'ONG ou la Fondation et, par voie de conséquence, quel pays supporte cette campagne d'extermination ?

## LE VOYAGE DE LA HONTE

### Lettre ouverte à MM Flahaut et Demeyer<sup>1</sup>

*Ce 9 mars s'est tenue à Kigali la conférence des présidents des parlements de la Communauté des pays des Grands Lacs (CEPGL). Ceux-ci ont adopté un texte portant sur les fonds baptismaux la création d'une force militaire régionale de la RDC, du Rwanda, et du Burundi. La réunion de Kigali visait notamment à relancer la CEPGL, un embryon de « marché commun » rassemblant la RDC, le Rwanda et le Burundi et fortement soutenu par la Belgique - l'ancienne puissance coloniale - et par l'Union européenne. Etaient d'ailleurs présents le président de la Chambre de Belgique, André Flahaut, et le vice-président du Sénat belge, Willy Demeyer. Cette conférence avait été organisée à l'initiative du Parlement belge.<sup>2</sup>*

En tant que citoyen belge, la participation de hautes personnalités de l'Etat, à ce voyage au Rwanda, m'amène aux considérations suivantes.

Comment est-il possible que des responsables politiques, exerçant des fonctions importantes au sommet des structures démocratiques de notre pays et qui ont, précisément, la tâche de veiller au respect de la démocratie et de promouvoir ses idéaux de par le monde, vont se compromettre au sein d'une dictature pure et dure dont le chef est accusé, dans un récent rapport de l'ONU, d'être responsable de la mort de plusieurs millions de personnes ?

Comment justifier le parrainage d'une force militaire en y intégrant un Parti-Etat, le Rwanda, qui depuis plus de vingt ans sème la mort et la désolation dans la région ? Faire croire que cet embryon d'armée commune serait un gage de stabilité dans cette zone martyre de l'Afrique est une duperie inique. En effet, par qui sera constituée cette force militaire régionale ? Les forces de défense rwandaises sont composées à plus de 90 % de Tutsi, alors que ceux-ci ne représentent qu'un faible pourcentage de la population du Rwanda. La situation est similaire pour l'armée burundaise. Quant aux forces armées congolaises (FARDC), il est évident que ce sont les anciennes milices sponsorisées par le Rwanda (celles qui pendant des années ont mis les deux Kivu et l'Ituri à feu et à sang, entre-temps intégrées aux FARDC, mais occupant toujours cette vaste région) qui vont

alimenter cette pseudo force « communautaire ». Celle-ci, en réalité, n'aura d'autre préoccupation que de poursuivre l'œuvre d'annexion de la partie orientale du Congo, de participer à la balkanisation de ce pays et d'enfin réaliser ce projet si cher à Paul Kagame : la création d'un Tutsiland.

Alors que notre propre pays est à l'agonie, comment expliquer aux citoyens que ces hautes personnalités politiques consacrent leur temps et l'argent du contribuable à un voyage en Afrique, plutôt que de s'occuper activement du sort de la Belgique et du bien-être de ses habitants ?

Par comparaison, que penser du cas de Michèle Alliot-Marie<sup>3</sup>, contrainte à la démission de son poste ministériel pour s'être compromise avec le régime tunisien de Ben Ali, alors que ce dernier n'est ni accusé d'avoir fait assassiner deux autres chefs d'Etat ni accusé d'être responsable de la mort de plus de cinq millions de personnes ni accusé de piller depuis des années les richesses minières d'un pays voisin ?

Malgré ce qui précède, je me demande si la presse belge exprimera un quelconque questionnement quant au bien-fondé de cette initiative parlementaire dont les retombées procurent un vernis factice de respectabilité à un régime dictatorial de la pire espèce.

Pour conclure, je voudrais rappeler à Monsieur Flahaut, président de la Chambre de Belgique, et à Monsieur Demeyer, vice-président du Sénat belge, que lorsque nos dix Para-commandos ont été sauvagement assassinés dans la journée du 7 avril 1994, c'est précisément parce qu'ils étaient tenus pour responsables de la mort du président Habyarimana. Vous ne pouvez ignorer les lourdes présomptions de culpabilité qui pèsent sur Paul Kagame dans l'organisation et l'exécution de l'attentat du 6 avril. Etant donné ce contexte particulier, il me semble qu'une certaine retenue s'imposait, par respect pour la mémoire de nos dix casques bleus martyrisés. Ce ne fut pas le cas. C'est la raison pour laquelle je ressens, douloureusement, votre voyage comme celui de la honte.

Luc Marchal,  
ancien commandant  
du Secteur Kigali/MINUAR

<sup>1</sup> Adressée pour publication au journal Le Soir, mais non publiée.

<sup>2</sup> Extrait d'un article de Grands Lacs Info du 10 mars 2011.

<sup>3</sup> Ancienne ministre française des Affaires étrangères.

## L'holocauste oublié et l'insouciance du Congolais!

Par Jean-Pierre MBELU, analyste politique congolais

En lisant le journal « Le Potentiel » de ce matin (10 mars 2011) et plus particulièrement l'article intitulé : *Nouveau rebondissement au Congrès américain. Les 5 millions de morts de l'Est : un holocauste oublié*, j'ai eu l'impression de ne rien comprendre à la conclusion à laquelle aboutit son auteur. Je voudrais en discuter dans les lignes qui suivent.

De quoi est-il question dans cet article? L'auteur loue les efforts déployés par deux citoyens américains pour que « l'holocauste oublié » de l'Est de notre pays soit pris en compte et que l'aide des USA au Congo se poursuive. En effet, écrit-il, deux Américains, l'un, Ben Affleck, partisan du parti démocrate et acteur à Hollywood, et l'autre, Cindy McCain, épouse du sénateur américain et candidat malchanceux à la présidentielle de 2008, ont décidé de mettre en commun leurs efforts pour mobiliser l'administration américaine en vue de stopper le drame qui sévit à l'Est de la RDC où plus de 5 millions de personnes, selon les dernières estimations, ont trouvé la mort. Et voici la conclusion à laquelle arrive l'auteur : *Il faut faire observer que l'action menée depuis Washington n'est pas le fait des Congolais. Qu'est-ce à dire? Inconscience ou insouciance? Ce qui est vrai c'est que le Congolais semble être le moins ému devant le drame qui s'est incrusté dans l'Est de son pays. Comme à l'époque de l'Etat indépendant du Congo, ce sont les autres - loin de la RDC -, qui se soucient du sort des Congolais.* Je ne comprends pas cette conclusion pour plusieurs raisons.

Dans l'imaginaire de l'auteur, il semble que ce qui n'est pas entendu à Washington n'est pas entendu du tout. Pour lui, Washington demeure « le centre éternel du monde ». Or, il paraît que le monde devenant de plus en plus multipolaire, l'attachement sentimental à Washington tient plus du complexe du soumis que d'une mentalité d'émancipation. A ce sujet, la Tunisie et l'Egypte semblent avoir pris Washington de court!

Quand l'auteur parle de « l'holocauste oublié », il ne dit pas qui l'a oublié : s'agit-il de ses commanditaires ou de ses victimes? A l'Est de notre pays, un site Internet (Benilubero) revient sur cet holocauste depuis qu'il a eu lieu. Des jeunes ont pris le temps de l'étudier, d'en connaître les méthodes, les

commanditaires, les alliés locaux et internationaux. Abandonnés à leur triste sort, nos populations de l'Est ont organisé plusieurs manifestations pour décrier cet holocauste. Des jeunes ont organisé des cellules d'autodéfense pour tenter de mettre, enfin, un terme à la boucherie qui perdure. Dans le livre de Charles Onana, **Ces tueurs tutsi, au cœur de la tragédie congolaise**, (Paris, Dubois, 2009) il est fait mention de la lettre de Monseigneur Munzihirwa adressée, le 30 juin 1996, au président américain Jimmy Carter. Cette lettre prémonitrice a pour objet : *retour des réfugiés rwandais et massacres massifs au Rwanda* (pp.109-111). A-t-il été entendu? Il sera d'ailleurs assassiné pour avoir mis le doigt sur la plaie.

La veille de la publication du rapport Mapping<sup>1</sup>, de nombreux compatriotes ainsi que plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme ont usé de toute leur persuasion à New York pour que le mot « génocide » ne disparaisse pas du rapport de l'ONU. Certains ont des contacts permanents avec les avocats de la défense des victimes pour que la vraie justice triomphe enfin dans la région des Grands Lacs. En Belgique, pour ne citer que ce cas, certains compatriotes travaillent avec quelques amis Belges dans l'association « Rencontres pour la Paix » pour éviter que l'amnésie ne vienne planer sur ledit holocauste, ses commanditaires et leurs alliés. Des conférences ont été et sont organisées impliquant les amis africains et américains du Congo. Je cite l'exemple de la conférence du 5 mars 2010 organisée par l'UNIR-MN<sup>2</sup> à la salle du MOC<sup>3</sup> à Bruxelles; conférence au cours de laquelle Charles Onana<sup>4</sup> et Cynthia McKinney<sup>5</sup> ont pris la parole sur la tragédie congolaise en compagnie d'un compatriote de l'Est, le professeur Emmanuel Nashi.

Ajouter à la liste qui précède les diverses rencontres initiées par les femmes congolaises avec les parlementaires belges ou européens, les marches et les sit-in des Bana Congo au nom de nos millions des

- 1 Rapport du Haut Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme, publié le 1er octobre 2010.
- 2 Union pour la République - Mouvement national, parti politique congolais.
- 3 Mouvement ouvrier chrétien.
- 4 Journaliste d'investigation, auteur de plusieurs livres sur la région des Grands Lacs.
- 5 Ex-Sénatrice américaine et collaboratrice de Bill Clinton pour l'Afrique centrale.

morts, l'engagement des activistes des droits de l'homme au prix de la vie de Floribert Chebeya et de Fidèle Bazana, les luttes citoyennes dont Armand Tungulu est une des victimes, etc.

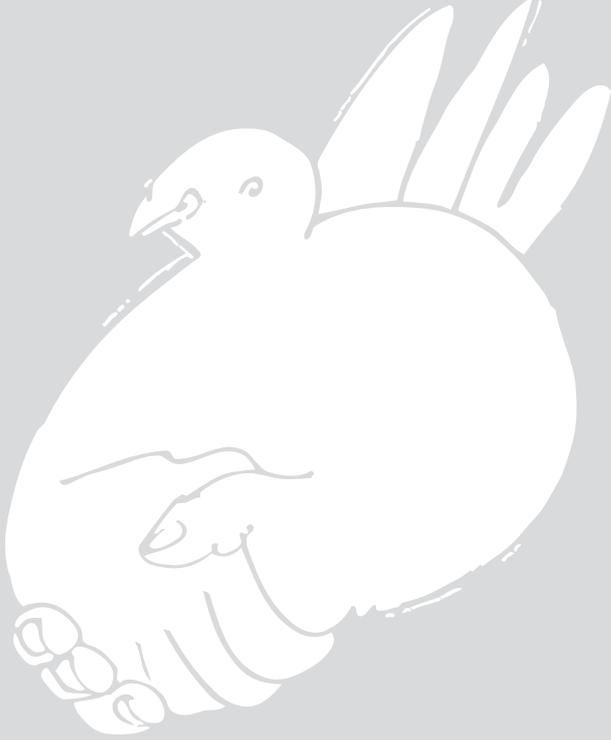
L'auteur de l'article susmentionné aurait en partie raison s'il avait soutenu que plusieurs médias de Kinshasa sont plus intéressés par ce qui se passe au Congrès américain, au FMI, à la Banque mondiale que par ce que réalisent les jeunes de Benilubero et de Katwa.

Que certains médias « coupagistes » de Kinshasa s'intéressent très peu aux comptes-rendus des médias alternatifs congolais (ou mixtes)<sup>6</sup>, au lobbying mené par de nombreux groupes de femmes congolaises, de même que d'autres compatriotes en dehors du Congo, ceci est à mettre à leur passif et non à celui du Congolais.

Vivant de et dans l'autocensure, ces médias font l'éloge des alliés des commanditaires dudit holocauste et de *Leurs Excellences* travaillant dans certaines institutions de la troisième République. De là à conclure que « le Congolais » semble être le moins ému devant le drame qui s'est incrusté dans l'Est de son pays, il y a un pas que l'auteur de l'article susmentionné aurait bien fait de ne pas franchir. D'ailleurs, il n'est pas le seul à parler présentement « du Congolais ». Non. Il n'y a pas « le Congolais ». Il y a des Congolais qui, dans leur immense majorité, mènent des actions diverses et diversifiées en vue de provoquer l'éveil des consciences au sujet de l'holocauste initié par les maîtres du monde et ceux qui leur obéissent. Qu'il y en ait qui vivent dans l'incoscience et l'insouciance, cela n'est pas une spécificité congolaise.

Que l'holocauste, dans lequel la part des USA est considérable, revienne dans le débat au Congrès américain est une bonne chose. Puisse ce débat permettre d'établir les responsabilités américaines et celles de ceux qui les ont accompagnés. Et plutôt que de solliciter l'aide pour le Congo, il faudrait surtout exiger que les dommages causés au pays et à sa population soient estimés à leur juste réalité et que les responsables assument les conséquences financières de leur inhumanité. L'aide au développement a engendré la sous-humanisation de nos populations. Elle a surtout enrichi leurs bourreaux et leurs alliés locaux, ces dictateurs au service des multinationales prédatrices.

<sup>6</sup> Comme par exemple : les sites de Benilubero, Cheick Fita, de Congoindépendant, de Congoone, de Congoforum, etc.



**RENCONTRES  
POUR LA PAIX**

Siège :  
**Rue d'Incourt, 3  
1370 Dongelberg**

[rencontres.paix@yahoo.fr](mailto:rencontres.paix@yahoo.fr)

Sans aucun subside, « Rencontres pour la Paix » fonctionne grâce au travail de militants bénévoles. Vous pouvez les soutenir en versant votre contribution sur le compte 191-3549082-12 des Éditions Rencontres ASBL à 1315 Incourt avec la mention « Rencontres pour la Paix ».

## La politique de l'usure s'incruste à l'Est

### Le Potentiel (du 7 mars 2011)

*Plus de quinze ans, l'instabilité s'est installée à l'Est de la RDC. Partie des conflits interethniques, elle s'est poursuivie avant de se muer en une entreprise de prédation entamée et entretenue par certaines puissances politiques et financières. Sur fond de la lutte légitime du peuple congolais contre la dictature de Mobutu. Chemin faisant, la stratégie change de forme et de tactique : l'usure. C'est la nouvelle arme fatale pour la désagrégation de la RDC comme Etat, dans sa forme actuelle.*

Il ne se passe pas un jour, sans qu'il ne soit fait état d'actes d'insécurité posés par des éléments incontrôlés, des miliciens ou encore des forces négatives opérant dans l'Est de la RDC.

Après les armées régulières des Etats voisins de la RDC, le relais des actes de prédation est passé entre les mains des groupuscules difficilement identifiables. Des nébuleuses qui permettent aux tireurs de ficelles de tirer, non seulement des dividendes financiers à travers l'exploitation illicite des matières précieuses, mais aussi de s'assurer le contrôle effectif de cette partie du territoire national.

Depuis 1996, et même quelques années auparavant, l'Est de la RDC était transformé en un Far West. La loi du détenteur de la kalachnikov passait pour un mode de vie. Les Etats voisins qui en sont les plus grands bénéficiaires sont passés maîtres dans l'entretien de ces groupes armés actifs autour des points d'exploitation des matières précieuses.

Connaissant les faiblesses de la RDC, notamment la désarticulation du système de sécurité, ces Etats qui ont contribué activement à cet état des choses, ne sont pas toujours disposés à se départir de ces vieilles habitudes. Ce n'est pas de gaîté de cœur que ces Etats accepteront de se sevrer de ces ressources issues du chaos qui a élu domicile en RDC.

Des statistiques indiquent que des pays comme le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi se sont vu attribuer des chiffres d'exportation des produits non extraits de leurs sous-sols respectifs. A travers la contrebande, des quantités importantes de minerais congolais traversent les frontières pour être écoulées par des circuits officiels de ces pays.

Quant aux multinationales occidentales, elles financent les réseaux maffieux qui ont déployé leur toile dans la sous région. Principales bénéficiaires de ce commerce illicite, ces dernières sous-traitent le volet de l'entretien de l'insécurité par des valets autochtones recrutés parmi

des officiels à tous les niveaux. Cela va des militaires aux civils en passant par de simples miliciens, pourvu qu'ils ramènent des quantités nécessaires de minerais contre des millions de dollars américains. L'affaire de l'avion immobilisé à l'aéroport de Goma, est édifiante à cet égard.

### La politique de l'usure

Il appartient aux Congolais de saisir la quintessence de l'orientation qui s'opère actuellement en rapport avec la gestion de la situation qui prévaut à l'Est de la RDC. En lieu et place d'une guerre ouverte et classique entre armées, les acteurs ont changé de stratégie. Nonobstant cela, le résultat escompté reste le même, à savoir **la partition de fait du pays**. L'attache économique des provinces de l'ex-Kivu avec les pays voisins de l'Est présage de ce que sera la configuration du pays. Les puissants de la planète, adeptes de la dislocation de la RDC dans ses dimensions actuelles, voudraient pousser les populations de ces provinces à se sentir éloignées du reste du pays voire abandonnées de la capitale.

C'est ce que d'aucuns appellent la politique de l'usure. Celle-ci a été adoptée comme stratégie depuis 1996 et elle s'est déclinée en plusieurs étapes. La guerre classique, la lutte autour du contrôle des gisements miniers, la chasse aux forces négatives sans les neutraliser. La psychose de l'insécurité fait que des populations congolaises errent, exposées aux intempéries, à défaut de mourir de faim et de maladies.

Le clou de cette orchestration, assortie d'un décor macabre, consistera à amener les Congolais de l'Est à se lasser d'appartenir à un Etat incapable de leur assurer la sécurité, de vivre dans la quiétude. In fine, une proposition du type appliquée au Sud-Soudan passerait pour une panacée face à ce climat d'insécurité grandissante et permanente.

La communauté internationale, qui n'a pas su répondre de manière appropriée à cette situation, se verra placée devant un fait accompli. Aussi n'hésitera-t-elle pas d'apporter sa caution à une solution en apparence humainement et politiquement acceptable. Ce sera l'aboutissement d'un plan mijoté depuis Sun city et dans lequel la plupart des acteurs politiques et sociaux congolais ne voient que du feu. En lieu et place des FARDC dissuasives, ce sont des plâtrages que les différents partenaires proposent comme solutions.

D'où, la formation d'une Armée nationale républicaine et professionnelle demeure une gageure sinon une vision neuf ans après le Dialogue intercongolais.